Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 103

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Giovedì, 5 maggio 1955 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubbli..

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato – Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (ango' via Marc. Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZ.., via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provinc' .
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma – presso la Libreria dello Stato (Uffi..o Inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

Convocazione

La Camera dei Deputati è convocata, in 286ª seduta pubblica, martedì, 10 maggio, alle ore 16, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Elezione del Presidente.

(2320)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1955, n. 317.

Ratifica ed esecuzione dei seguenti Accordi tra l'Italia e la Svizzera: a) Accordo per la concessione di forze idrauliche del Reno di Lei, con Protocollo addizionale e scambio di Note, conclusi a Roma il 18 giugno 1949; b) Convenzione concernente una modifica della frontiera nella Val di Lei, con Protocollo addizionale, conclusi a Berna il 25 novembre 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti Accordi:

a) Accordo tra l'Italia e la Svizzera relativo alla concessione di forze idrauliche del Reno di Lei, con Protocollo addizionale e scambio di Note, conclusi a Roma il 18 giugno 1949;

b) Convenzione tra l'Italia e la Svizzera concernente una modifica della frontiera nella Valle di Lei con Protocollo addizionale, conclusi a Berna il 25 novembre 1952.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — TAVIANI — VILLABRUNA — ROMITA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Accord entre l'Italie et la Suisse au sujet de la concession de forces hydrauliques du Reno di Lei

Le Gouvernement de la République Italienne, et le Conseil Fédéral Suisse, saisis, en Italie, par la Société anonyme « Edison », à Milan, en Suisse, par la Société anonyme « Rhätische Werke für Elektrizität », à Thusis, d'une demande de concession de la force hydraulique du Reno di Lei et d'autres cours d'eau situés dans le bassin de l'Averserrhein,

ont reconnu que le projet présenté, qui prévoit de mettre en valeur, dans une seule et même usine, la force hydraulique de sections de cours d'eau italiennes et suisses, assure l'utilisation rationnelle de cette force, mais que l'aménagement de cette dernière et son utilisation, réalisables seulement par une entreprise unique, devaient faire l'objet d'un accord international tenant compte des différences de législation des deux Etats.

Ils ont, en conséquence, convenu qu'il y avait lieu pour les deux Gouvernements de faire établir, par un concessionnaire unique, les ouvrages nécessaires à l'aménagement et à l'utilisation de la force, et de procéder entre eux à un partage de l'énergie disponible, laissant ensuite chacun d'eux libre d'utiliser à son gré, et d'après les principes de sa propre législation, l'énergie qui lui serait ainsi dévolue.

A cet effet, ils ont résolu de conclure un accord et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la République Italienne:
M. Marco VISENTINI.

Le Conseil Fédéral Suisse:
MM. Renzo LARDELLI, François KUNTSCHEN, Max CUSTER, Walter LIESCH,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Le concessionnaire des deux Gouvernements établira sur le Reno di Lei, à 3 km. environ en amont de l'embouchure de cette rivière dans l'Averserrhein, un grand barrage susceptible de créer un bassin d'accumulation dans le Val di Lei. Les actes de concession fixeront la même cote absolue du niveau maximum de retenue.

Seront accumulés dans ce bassin les débits naturels du Reno di Lei, les eaux prélevées dans l'Averserrhein, le Madriserrhein et l'Emetbach qui seront amenées au moyen d'une conduite souterraine, ainsi que les eaux pompées d'un bassin de compensation près l'Innerferrera.

Article 2

Le barrage sera d'une construction offrant le maximum de sécurité. Des ouvertures suffisantes seront aménagées pour l'écoulement des eaux de crues. En outre, des ouvrages de décharge spéciaux devront être construits de manière à permettre d'abaisser le niveau du bassin d'accumulation ou de le vider rapidement.

L'usine sera construite près d'Innerferrera où l'eau sera rendue à l'Averserrhein.

Article 3

Le projet d'exécution des ouvrages sera dressé par les soins du concessionnaire; il contiendra les dispositions envisagées pour remplacer les terrains qui seront

submergés par le bassin d'accumulation, dans le but de reconstituer l'économie agricole de la région. Il sera soumis, avec toutes justifications utiles, aux deux Gouvernements et il ne pourra être exécuté qu'après que les deux Gouvernements se seront déclarés d'accord pour son approbation. Les propriétaires intéressés seront entendus préalablement.

Article 4

Les deux Gouvernements se réservent expressément d'exercer de concert le contrôle des travaux et le droit d'autoriser ou de prescrire d'un commun accord, s'il y a lieu, toutes modifications au projet précédemment approuvé ou aux ouvrages déjà exécutés.

Tous les ouvrages seront manoeuvrés et entretenus par le concessionnaire.

Article 5

Compte tenu des eaux et de la pente utilisables sur les territoires respectifs, il est convenu que la force hydraulique mise en valeur dans l'usine d'Innerferrera revient à raison de 30 % à l'Italie et de 70 % à la Suisse.

Chacun des deux Etats aura droit, dans cette proportion, à l'énergie électrique produite par l'usine. Il pourra en disposer, dans telles formes et sous telles conditions qu'il jugera utile.

L'énergie électrique revenant à l'Italie qui sera produite sur territoire suisse sera exemptée par la Suisse de toutes taxes, redevances ou restrictions de droit public quelconques, de telle sorte que cette énergie puisse être librement transportée en Italie et soit, à tous égards, dans la même situation que si elle était produite sur territoire italien. L'établissement, l'exploitation et l'entretien des installations électriques qui servent au transport de l'énergie électrique à destination de l'Italie demeurent cependant soumis en Suisse à la législation de ce pays en la matière.

L'énergie attribuée à chacun des deux Etats pourra être exportée dans l'autre Etat conformément aux dispositions légales sur l'exportation de l'énergie électrique en vigueur dans l'Etat exportateur. Il est entendu que celui des deux Etats qui n'aurait pas emploi sur son territoire de l'énergie qui lui est attribuée ne mettra pas obstacle à l'exportation sur le territoire de l'autre Etat de l'énergie ainsi disponible.

Article 6

Les droits d'utilisation de la force hydraulique seront concédés, pour le territoire de chacun des deux Etats, par les autorités qui y seront compétentes.

Toutefois, les deux concessions devront être basées sur des plans identiques et les conditions des concessions devront être fixées d'une manière concordante sur tous les points qui touchent les intérêts des deux Etats et qui doivent dès lors être réglés d'une façon uniforme.

Une telle concordance est notamment nécessaire en ce qui concerne le concessionnaire, les délais pour le commencement des travaux, la mise en service de l'usine, le rachat, le retour ainsi que la fin de la concession et son renouvellement éventuel. Il est entendu que le concessionnaire sera, pendant toute la durée de la concession, une société anonyme dont le siège sera en Suisse; cette société élira en outre un domicile en Italie.

Les concessions prendront fin le 31 décembre de la quatrevingtième année, comptée à partir de la date qui sera fixée par les deux Gouvernements pour la mise en service de l'usine.

Article 7

Les deux Gouvernements se communiqueront leurs décisions au sujet des actes de concession; et ceux-ci n'auront leur effet que lorsque les deux Gouvernements se seront déclarés d'accord sur les conditions imposées.

En tant qu'elles touchent aux intérêts des deux pays, les dispositions des actes de concession ne pourront être modifiées ultérieurement que d'un commun accord entre les deux Gouvernements. Il en sera de même pour tout transfert de concession ou retrait de droits d'utilisation concédés.

Article 8

En cas de non-achèvement de l'usine, d'interruption de l'exploitation ou de toute autre cause de déchéance prévue aux actes de concession, les deux Gouvernements prendront, d'un commun accord, les mesures qu'ils jugeront les mieux appropriées à la situation et, éventuellement, à l'octroi d'une nouvelle concession.

Article 9

Dix ans avant l'expiration de la durée des concessions, des pourparlers seront engagés entre les deux Gouvernements en vue de s'entendre sur la question de savoir :

a) si l'exploitation de l'usine doit être poursuivie après l'expiration de cette durée. Dans ce cas, les parts de l'énergie produite revenant à l'Italie et à la Suisse seront maintenues respectivement à 30 % et 70 % et les conditions du nouveau régime d'exploitation seront déterminées de manière à en assurer aux deux Etats les avantages dans la même proportion;

b) si l'exploitation de l'usine doit cesser. Dans ce cas, les deux Gouvernements prendront, d'un commun accord, les mesures qu'ils jugeront les mieux appropriées à la situation.

Article 10

Pour la période de construction, les deux Gouvernements se réservent de constituer une commission de surveillance de quatre membres, dont deux membres seront désignés par le Gouvernement italien et deux membres par le Gouvernement suisse.

Cette commission contrôlera l'exécution des travaux et présentera ses observations sous forme de rapport aux autorités compétentes italiennes et suisses.

Article 11

Pendant la période d'exploitation, le contrôle sera exercé dans les conditions prévues aux actes de concession. Chaque Gouvernement donnera toutes facilités afin que les fonctionnaires de l'autre Etat chargés de ce contrôle ainsi que le personnel du concessionnaire puissent accomplir leur mission. Les noms des fonctionnaires seront réciproquement communiqués.

Article 12

Le règlement des questions fiscales découlant des concessions fera l'objet d'un accord particulier à conclure entre les autorités compétentes des deux pays. Une double imposition sera évitée.

Article 13

Si un litige vient à s'élever entre les deux Gouvernements au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent accord ou de l'une des concessions visées par cet accord, il sera soumis, au cas où il n'aurait pas été réglé dans un délai raisonnable par la voie diplomatique ou par d'autres voies amiables, à un tribunal arbitral dont la sentence sera obligatoire.

Ce tribunal arbitral sera composé de deux membres et d'un surarbitre. Chacun des deux Gouvernements nommera un membre. Le surarbitre, qui ne devra pas être ressortissant de l'un des deux pays, sera désigné d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Si la désignation commune du surarbitre n'a pas lieu dans un délai de six mois à partir du moment où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, il sera procédé à cette désignation en appliquant par analogie l'article 45, 4ème alinéa et suivant, de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Tout différend qui pourrait surgir entre les deux Gouvernements concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence arbitrale sera soumis au jugement du tribunal qui a rendu la sentence.

Il est entendu que le présent article demeurera applicable à tout litige qui, de l'avis de l'un des deux Gouvernements, concernerait soit l'application ou l'interprétation de l'accord ou de l'une des concessions visées par cet accord, soit l'interprétation ou l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 14

Les stipulations du présent accord seront maintenues en temps de guerre.

Article 15

Le présent accord entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Fait, en double exemplaire, à Rome, le dix-huit juin mil neuf cent quarante-neuf (18 juin 1949).

MARCO VISENTINI R. LARDELLI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Protocole additionnel à l'Accord entre l'Italie et la Suisse au sujet de la concession des forces hydrauliques du Reno di Lei.

Pour tenir compte des circonstances spéciales que créera l'accumulation du Val di Lei ainsi que des intérêts des deux parties, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, déclarent ce qui suit:

1. *Rectification de frontière*

Il est entendu que les deux Gouvernements entreprendront immédiatement dans les limites indiquées ci-après, une rectification de la frontière italo-suisse dans le Val di Lei. Les deux Gouvernements concluront à cet effet une convention qui attribuera à la Suisse une parcelle de territoire d'environ 0,5 km², conformément au plan au 1:25000 annexé au présent protocole.

Cette convention, qui modifiera partiellement celle du 24 juillet 1941 sur la détermination de la frontière italo-suisse entre le Run Do ou Cima Garibaldi et le Mont Dolent, accordera en compensation à l'Italie un territoire de surface équivalente dans le Val di Lei, conformément au plan précité au 1:25000.

Les modifications de peu d'importance qui se révéleraient opportunes lors de la fixation du nouveau tracé de la frontière demeurent réservées.

Il est entendu que la convention modifiant la frontière devra déployer ses effets à la date du récoulement du barrage et que les eaux ne pourront être accumulées qu'avec l'accord préalable des deux Gouvernements.

Pour maintenir l'exploitation des biens-fonds situés en territoire italien, sur le versant droit du Val di Lei, le passage libre et franc de tous droits sera accordé aux personnes et aux biens à travers la parcelle de territoire cédée à la Suisse. Les mesures qui pourraient être prises en cas de fermeture de la frontière italo-suisse demeurent réservées.

2. *Exportation d'énergie électrique en Italie*

Il est entendu que si la société concessionnaire en fait la demande, le Conseil fédéral suisse lui accordera, dans le cadre des dispositions de la législation suisse en la matière et pour une durée correspondante à celle fixée pour les concessions des deux Gouvernements, l'autorisation d'exporter en Italie le 20 % de la puissance disponible et de l'énergie susceptible d'être produite dans les trois usines prévues dans le projet général de 1948/1949 établi par la Société anonyme Motor-Columbus à Baden (Suisse) et la Société Edison à Milan. Ce 20 % comprend l'énergie électrique à laquelle l'Italie a droit, conformément à l'article 5 de l'Accord conclu en date de ce jour.

L'énergie exportée sera exemptée de toutes taxes ou autres droits, à l'exception de la redevance prévue dans l'ordonnance du Conseil fédéral suisse du 4 septembre 1924 sur l'exportation de l'énergie électrique (article 21). Les dispositions de l'art. 5, alinéa 3, de l'Accord conclu en date de ce jour demeurent réservées.

Rome, le dix-huit juin mil neuf cent quarante-neuf (18 juin 1949).

MARCO VISENTINI R. LARDELLI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, 18 Juin 1949

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 3 alinéa 1 de l'Accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement italien s'attend à ce que les mesures envisagées pour remplacer les propriétés submergées, en vue de reconstituer l'économie agricole de la région, soient réalisées au moyen de l'octroi aux propriétaires du droit d'utiliser ou d'acquérir des pâturages suisses d'une valeur équivalente, selon les ententes à intervenir entre les propriétaires intéressés et le concessionnaire des deux Gouvernements.

Il faudra évidemment que ces pâturages soient choisis dans une zone à laquelle l'accès soit facile pour les propriétaires eux-mêmes et pour leurs troupeaux.

Je Vous prie de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement suisse est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

M. VISENTINI

Monsieur Renzo LARDELLI
Président de la Délégation Suisse — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SUISSE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, 18 Juin 1949

Monsieur le Président,

par Votre lettre en date de ce jour, Vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'art. 3 âlinéa 1 de l'Accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement italien s'attend à ce que les mesures envisagées pour remplacer les propriétés submergées, en vue de reconstituer l'économie agricole de la région, soient réalisées au moyen de l'octroi aux propriétaires du droit d'utiliser ou d'acquérir des pâturages suisses d'une valeur équivalente, selon les ententes à intervenir entre les propriétaires intéressés et le concessionnaire des deux Gouvernements.

Il faudra évidemment que ces pâturages soient choisis dans une zone à laquelle l'accès soit facile pour les propriétaires eux-mêmes et pour leurs troupeaux.

Je Vous prie de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement suisse est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous confirmer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

R. LARDELLI

Monsieur le Prof. Ing. Marco VISENTINI
Président de la Délégation Italienne — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Convention entre la République Italienne et la Confédération Suisse concernant une modification de la frontière dans le Val di Lei

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
ET
LA CONFÉDÉRATION SUISSE

en exécution des dispositions prévues au protocole additionnel à l'accord entre la Suisse et l'Italie du 18 juin 1949 au sujet de la concession des forces hydrauliques du Reno di Lei, ont résolu de conclure une convention modifiant la frontière dans le Val di Lei.

Ils ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir

Le Gouvernement de la République Italienne:
Monsieur Egidio REALE, Ministre d'Italie à Berne;

Le Conseil Fédéral Suisse:
Monsieur Max PETITPIERRE, Conseiller fédéral, Chef du Département politique fédéral;

lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

En modification partielle de la convention entre la Confédération Suisse et le Royaume d'Italie, sur la détermination de la frontière italo-suisse entre le Run Do ou Cima Garibaldi et le Mont Dolent, du 24 juillet 1941, l'Italie accordera à la Suisse, dans le Val di Lei, une parcelle de territoire d'une surface d'environ 0,5 Km^2, conformément aux indications du plan ci-joint au 1 : 25.000 qui fait partie intégrante de la présente convention.

La Suisse accordera en compensation à l'Italie, dans le Val di Lei, une parcelle de territoire équivalente en surface, sans tenir compte de la valeur du terrain échangé, conformément aux indications du plan précité.

Article 2

Est consenti le libre transit sans arrêt à travers la parcelle cédée à la Suisse des organes italiens affectés au contrôle des personnes et choses franchissant la frontière, à l'exclusion d'éléments ou de détachements qui ont ou poursuivent des buts militaires.

Article 3

Les droits de souveraineté de chaque Etat sur les parcelles du territoire à échanger déploient leurs effets, après l'achèvement des travaux de construction du barrage, à la date du récoulement définitif, tel qu'il est prévu aux actes de concession établis par les deux Gouvernements conformément à l'accord du 18 juin 1949.

Article 4

La Commission pour l'entretien de la frontière italo-suisse est chargée:

d'exécuter les travaux techniques relatifs à la rectification de la frontière;

de fixer définitivement son nouveau tracé;

et d'établir une documentation descriptive de celui-ci.

Les frais d'abornement, de démarcation, de mensuration et de documentation relatifs à la correction de la frontière, sont à la charge de l'entreprise hydro-électrique concessionnaire.

Article 5

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berne, le 25 novembre 1952, en deux exemplaires originaires, en langue française.

Pour la République Italienne
EGIDIO REALE

Pour la Confédération Suisse
MAX PETITPIERRE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Protocollo addizionale alla Convenzione tra la Repubblica Italiana e la Confederazione Svizzera concernente una modificazione della frontiera nella Valle di Lei.

I due Governi, desiderosi di salvaguardare l'economia agricola della regione colpita dalla modificazione della frontiera, come pure dalla creazione di un bacino di accumulazione nella Valle di Lei, si sono trovati d'accordo sulle seguenti clausole addizionali.

I.

Resta inteso che i proprietari del tratto di territorio della Valle di Lei, che in seguito alla rettifica di confine passerà sotto la sovranità svizzera, conserveranno libero ed integrale l'esercizio del diritto di proprietà su tale territorio, secondo la legislazione elvetica.

II.

La clausola contenuta all'ultimo capoverso del punto 1 del Protocollo addizionale all'Accordo del 18 giugno 1949 tra la Svizzera e l'Italia concernente la concessione di forze idrauliche nel Reno di Lei è pure applicabile al transito delle persone e degli animali sulla costruenda diga.

III.

Il bestiame dei membri del Consorzio Alpi Valle di Lei, quello degli affittuari e quello preso in affitto dai proprietari e dagli affittuari stessi per il periodo di alpeggio, potrà recarsi ad alpeggiare sulle alpi grigionesi concesse. Il bestiame dovrà essere ricondotto in Italia.

Per bestiame ai sensi delle presenti disposizioni si intende il bestiame della specie equina, bovina, suina e caprina, nonchè i cani da pastore.

Nessuna tassa nè deposito cauzionale sarà richiesta per il bestiame che si recherà ad alpeggiare sulle alpi grigionesi concesse e che sarà ricondotto in Italia. Si prescinde nel caso particolare dal far garantire gli importi di dazio e delle tasse per gli animali importati temporaneamente, a patto che le Autorità comunali da dove provengono i proprietari del bestiame si obblighino ad appoggiare le Autorità doganali svizzere nella esazione di dazi e delle tasse dovute per gli animali eventualmente rimasti in Svizzera.

Le derrate alimentari, i foraggi e i mangimi, gli oggetti per la cura del bestiame o per il trattamento dei prodotti animali, come pure il materiale da costruzione per la manutenzione dei casolari e delle stalle ed eventualmente legna da ardere importati dall'Italia, sono ammessi in franchigia di dazio, alla condizione che dette merci siano importate esclusivamente in connessione con l'esercizio delle alpi concesse in compenso reale e lassù impiegate. Le cose non utilizzate e non più utilizzabili verranno riesportate in Italia.

Le merci e gli animali non possono essere dislocati nell'altro territorio doganale svizzero senza permesso delle competenti Autorità doganali svizzere e senza aver prima soddisfatto le condizioni da esse poste. Saranno pure esenti da ogni dazio o gravame i latticini prodotti sia durante la permanenza sulle alpi per la conservazione e la stagionatura sia all'atto che transiteranno per l'Italia. In nessun caso saranno posti impedimenti alla esportazione in Italia del bestiame e dei prodotti di cui al presente articolo ed agli articoli precedenti.

I conduttori di alpe dovranno tenere una lista di controllo da cui risulti chiaramente le merci ed il bestiame importato. Essa dovrà indicare tutte le merci importate sull'alpe, ed essere aggiornata per quanto riguarda il bestiame e le attrezzature dell'alpe. Questa dovrà essere tenuta aggiornata e presentata, su richiesta, alle Autorità doganali svizzere.

Fatto a Berna, il 25 novembre 1952, in due esemplari originali, in lingua italiana.

Per la Repubblica Italiana
EGIDIO REALE

Per la Confederazione Svizzera
MAX PETITPIERRE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 1° maggio 1955, n. 318.

Attribuzioni al personale delle Magistrature ordinaria, amministrative e militare e dell'Avvocatura dello Stato, in attività di servizio ed in quiescenza, di un assegno integrativo netto ed estensione, allo stesso personale, delle quote complementari dell'indennità di carovita.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al personale statale in attività di servizio il cui trattamento per stipendio è previsto dalla legge 24 maggio 1951, n. 392, e successive modificazioni, è attribuito, in aggiunta alle competenze in vigore, a decorrere dal 1° gennaio 1954, un assegno integrativo mensile netto, non pensionabile, non cedibile e non pignorabile o sequestrabile, nelle misure stabilite nelle tabelle allegate alla presente legge.

Si applicano, all'assegno integrativo di cui al precedente comma, le norme contenute negli articoli 2, 3 e 5 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, n. 23.

Art. 2.

Al personale di cui all'art. 1 della presente legge sono attribuite, con effetto dal 1° gennaio 1954, in sostituzione dell'indennità di famiglia prevista dall'art. 10, secondo comma, della legge 24 maggio 1951, n. 392, le quote complementari dell'indennità di carovita di cui al decreto legislativo luogotenenziale 21 novembre 1945, n. 722, e successive modificazioni, nelle misure indicate agli articoli 6 e 7 della legge 8 aprile 1952, n. 212.

Art. 3.

Ai titolari di pensioni di cui agli articoli 11 e 12 della legge 24 maggio 1951, n. 392, già liquidate o da liquidarsi, è attribuito a decorrere dal 1° gennaio 1954 un assegno integrativo temporaneo mensile pari al 16 per cento della pensione netta mensile spettante, arrotondata per eccesso a lire 100, con esclusione di ogni eventuale assegno accessorio.

Per la concessione dell'assegno integrativo di cui al precedente comma si applicano le norme contenute negli articoli 9, primo comma, 10, primo e secondo comma, 11 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, n. 23.

Art. 4.

In sede di conguaglio per la prima applicazione della presente legge sarà effettuato il recupero delle somme corrisposte in forza delle leggi 10 aprile 1954, n. 85, e 31 luglio 1954, n. 580. Qualora l'ammontare di tali somme risulti superiore a quello degli arretrati, da liquidarsi a norma degli articoli precedenti, per il periodo 1° gennaio 1954-28 febbraio 1955, l'eccedenza non è soggetta a recupero.

Art. 5.

All'onere di lire 2 miliardi e 170 milioni, derivante per l'esercizio finanziario 1954-55 dall'applicazione della presente legge, si farà fronte mediante riduzione, di pari importo, dello stanziamento del capitolo n. 663 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per il detto esercizio.

A quello di lire un miliardo e 936 milioni, relativo all'esercizio 1955-56, si provvederà a carico dello stanziamento dello stato di previsione della spesa del predetto Ministero, per l'esercizio medesimo, concernente il fondo occorrente per far fronte ad oneri derivanti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 6.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

TABELLA *A*

Assegno integrativo mensile netto spettante al personale della Magistratura dal 1° gennaio 1954

CATEGORIA	Importo mensile netto dell'assegno integrativo
Magistrati di Cassazione:	
Primo Presidente della Corte di cassazione	60.000
Procuratore generale della Corte di cassazione e presidente del Tribunale superiore acque pubbliche	55.000
Presidenti di sezione della Corte di cassazione ed equiparati	50.000
Consiglieri di Corte di cassazione ed equiparati	45.000
Magistrati di Appello:	
Consiglieri di Corte di appello ed equiparati	33.000
Magistrati di Tribunale:	
Giudici ed equiparati al terzo aumento quadriennale di stipendio	20.000
Giudici ed equiparati al primo ed al secondo aumento quadriennale di stipendio . .	10.000
Giudici ed equiparati	7.000
Aggiunti giudiziari	5.000

TABELLA *B*

Assegno integrativo mensile netto spettante ai magistrati del Consiglio di Stato, della Corte dei conti e della Giustizia militare e agli avvocati e procuratori dello Stato, dal 1° gennaio 1954.

	Importo mensile netto dell'assegno integrativo
Presidente del Consiglio di Stato, presidente della Corte dei conti, avvocato generale dello Stato	55.000
Presidenti di sezione del Consiglio di Stato e della Corte dei conti, procuratore generale della Corte dei conti, procuratore generale militare, vice avvocati generali dello Stato	50.000
Consiglieri di Stato e della Corte dei conti, vice procuratori generali della Corte dei conti, sostituti procuratori generali militari, consigliere relatore del Tribunale supremo militare, sostituti avvocati generali e avvocati distrettuali dello Stato	45.000
Primi referendari del Consiglio di Stato, primi referendari *ad personam* della Corte dei conti, anche con funzioni di sostituti procuratori generali, referendari e sostituti procuratori generali della Corte dei conti con aumento quadriennale di stipendio, procuratori militari, vice avvocati e procuratori capo dello Stato	33.000
Referendari del Consiglio di Stato e della Corte dei conti, sostituti procuratori generali della Corte dei conti, vice procuratori militari, giudici relatori dei Tribunali militari, sostituti avvocati di 1ª classe e sostituti procuratori capo dello Stato	20.000
Sostituti procuratori e giudici istruttori militari di 1ª classe, vice referendari della Corte dei conti con aumento quadriennale di stipendio, sostituti avvocati di 2ª classe e procuratori di 1ª classe dello Stato	10.000
Sostituti procuratori e giudici istruttori militari di 2ª classe, vice referendari della Corte dei conti, procuratori di 2ª classe dello Stato	7.000
Sostituti procuratori e giudici istruttori militari di 3ª classe, procuratori di 3ª classe dello Stato	5.000

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° maggio 1955

EINAUDI

SCELBA — DE PIETRO — GAVA — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 319.

Erezione in ente morale della fondazione « Casa di riposo Giovanni Dolchi », con sede nel comune di Castellazzo Bormida (Alessandria).

N. 319. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la fondazione « Casa di riposo Giovanni Dolchi », con sede nel comune di Castellazzo Bormida (Alessandria) viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 87. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 320.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Santa Croce, in comune di Lentini (Siracusa)

N. 320. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, vengono riconosciuti, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Siracusa in data 21 novembre 1953, integrato con dichiarazione 3 luglio 1954, relativo alla erezione della parrocchia di Santa Croce, in comune di Lentini (Siracusa) e il decreto 21 novembre 1953, col quale sono stati modificati i confini delle preesistenti parrocchie di Santa Maria La Cava e Sant'Alfio (Matrice) e di San Luca Evangelista, in Lentini e viene inoltre riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa di Santa Croce, sede della nuova parrocchia omonima.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 83. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 321.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Michele Arcangelo, in frazione Villa Torre del comune di Castellalto (Teramo).

N. 321. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Teramo in data 29 novembre 1942, integrato con successivi decreti rispettivamente datati 8 novembre 1953 e 1° agosto 1954, relativi alla erezione della parrocchia di San Michele Arcangelo, in frazione Villa Torre del comune di Castellalto (Teramo), viene, inoltre, riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia e gli enti Chiesa e Beneficio parrocchiale vengono autorizzati ad accettare i legati del fu Serafino Mancini disposti in loro favore.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 85. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 322.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Giacomo Maggiore, in sobborgo San Giacomo del comune di Bolzano.

N. 322. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 25 dicembre 1953, integrato con postilla e dichiarazione entrambe datate 20 luglio 1954, relativo alla erezione della parrocchia di San Giacomo Maggiore, in sobborgo San Giacomo del comune di Bolzano e viene istituito un ufficio coadiutorale nella parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 86. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 323.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia della Beata Vergine Addolorata e di Santa Maria Maddalena, in località Ponte Maodino del comune di Codigoro (Ferrara).

N. 323. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Comacchio in data 28 aprile 1954, relativo alla erezione della parrocchia della Beata Vergine Addolorata e di Santa Maria Maddalena, in località Ponte Maodino del comune di Codigoro (Ferrara).

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 84. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 31 gennaio 1955.

Approvazione dello statuto del Credito Industriale Sardo (C.I.S.), ente di diritto pubblico con sede in Cagliari.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 11 aprile 1953, n. 298, riguardante, fra l'altro, la costituzione del Credito Industriale Sardo, ente di diritto pubblico con sede in Cagliari, e la soppressione della Sezione autonoma di credito industriale del Banco di Sardegna di cui al decreto legislativo luogotenenziale 28 dicembre 1944, n. 417;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Sentito il Presidente del Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno;

D'intesa con il Presidente della Regione autonoma della Sardegna;

Decreta:

E' approvato lo statuto del Credito Industriale Sardo (C.I.S.), ente di diritto pubblico con sede in Cagliari, composto di 30 articoli ed allegato al presente decreto.

Il presente decreto e l'allegato statuto saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 gennaio 1955

Il Ministro: GAVA

Statuto del Credito Industriale Sardo (C.I.S.)

Art. 1.

Il Credito Industriale Sardo (C.I.S.), costituito ai sensi della legge 11 aprile 1953, n. 298, è un ente di diritto pubblico con personalità giuridica propria.

L'Istituto ha sede in Cagliari e durata illimitata.

Art. 2.

L'Istituto esercita il credito a medio termine a favore delle medie e piccole imprese industriali al fine di mettere in valore risorse economiche e possibilità di lavoro nel territorio della Sardegna.

Inoltre, l'Istituto è autorizzato, ai sensi dell'art. 4 della legge 16 aprile 1954, n. 135, e per il termine in esso previsto,

a consentire prestiti di durata non inferiore ad un anno, per la formazione di scorte di materie prime e prodotti finiti, che si rendano necessarie in relazione alle caratteristiche del ciclo di lavorazione e alla natura della produzione delle imprese di cui al comma precedente.

Art. 3.

Il fondo di dotazione dell'Istituto è di L. 600 milioni ed è costituito da quote di partecipazione nominative indivisibili di lire 1 milione ciascuna sottoscritte come segue:

a) Cassa per il Mezzogiorno 40 %;
b) Regione autonoma della Sardegna 35 %;
c) Banco di Sardegna 20 %;
d) Banca popolare di Sassari 5 %.

La responsabilità dei partecipanti è limitata alle rispettive quote di partecipazione assunte.

Il fondo di dotazione può essere aumentato con delibera dell'Assemblea dei partecipanti, presa a maggioranza dei partecipanti.

Le quote di aumento non sottoscritte saranno proporzionalmente attribuite agli altri partecipanti.

Il versamento delle quote sottoscritte deve essere effettuato nei termini e con le modalità stabilite dal Consiglio di amministrazione.

Art. 4.

E' costituito presso l'Istituto un fondo speciale al quale affluiranno i mezzi di cui all'art. 12 della legge 11 aprile 1953, n. 298.

I fondi speciali di cui alle leggi regionali 23 novembre 1950, n. 63, 28 novembre 1950, n. 65, 5 dicembre 1950, n. 66, 15 dicembre 1950, n. 70, 29 dicembre 1950, n. 74, 15 maggio 1951, n. 20, 7 maggio 1953, n. 22, e successive modificazioni ed integrazioni, saranno dall'Istituto amministrati a norma delle leggi e regolamenti regionali che li riguardano.

Ugualmente l'Istituto potrà assumere la gestione di altri fondi speciali che dovessero essere con successivi provvedimenti costituiti dalla Regione sarda, fondi che saranno dall'Istituto amministrati anch'essi a norma delle leggi e regolamenti regionali che li riguardano.

Art. 5.

I mezzi per l'esercizio dell'attività dell'Istituto sono rappresentati da:

a) fondo di dotazione di cui all'art. 3;
b) fondo speciale di cui all'art. 4;
c) obbligazioni e buoni fruttiferi, nominativi ed al portatore, da emettere con le modalità e le limitazioni che saranno stabilite dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio.

L'Istituto può compiere con l'Istituto centrale per il credito a medio termine a favore delle medie e piccole industrie (Mediocredito) a termini delle leggi 25 luglio 1952, n. 949 e 22 dicembre 1953, n. 955, le operazioni previste dalle leggi medesime.

E' vietata all'Istituto la raccolta del risparmio sotto qualsiasi altra forma.

Le obbligazioni dell'Istituto sono assimilabili a quelle emesse dagli Istituti di credito fondiario.

Esse sono ammesse di diritto alla quotazione ufficiale delle Borse valori della Repubblica, con esenzione da qualsiasi tassa, imposta o tributo, sul capitale e sui frutti, spettanti sia allo Erario dello Stato, sia agli Enti locali e regionali, ad eccezione dell'imposta sul bollo, che è dovuta nella misura ridotta prevista per le obbligazioni emesse ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627.

A speciali serie di obbligazioni emesse dall'Istituto quando la Giunta regionale riconosca che le corrispondenti operazioni hanno carattere di eccezionale pubblico interesse ai fini dello sviluppo industriale della Sardegna, l'Assessore per le finanze, sentito il Comitato regionale per il credito ed il risparmio, può accordare, entro il limite massimo di lire 3 miliardi, la garanzia della Regione, mediante propri decreti da registrarsi alla Corte dei conti.

Le obbligazioni emesse dall'Istituto con la garanzia di cui al comma precedente sono assimilate ad ogni effetto alle cartelle fondiarie.

Art. 6.

L'Istituto, per lo svolgimento della sua attività, può contrarre prestiti con la Cassa per il Mezzogiorno, a valere sul ricavato dei prestiti esteri che detta Cassa abbia contratto, affinchè siano utilizzati in operazioni di finanziamento aventi i requisiti e le caratteristiche di quelle che la Cassa medesima dovrebbe compiere direttamente in relazione alla natura e alle finalità dei predetti prestiti esteri.

L'Istituto può anche ricevere dalla Cassa per il Mezzogiorno l'incarico di eseguire per suo conto operazioni di finanziamento, sempre a valere sul ricavato dei prestiti esteri da essa contratti.

Art. 7.

L'Istituto può costituire gestioni separate per quelle speciali forme di credito che gli venissero affidate in forza di successive disposizioni di legge, nazionale o regionale.

Art. 8.

Per il raggiungimento dei suoi fini, l'Istituto può compiere, nei confronti delle imprese industriali operanti nella sua zona di competenza territoriale e con l'osservanza delle disposizioni di che al secondo comma dell'art. 14 della legge 11 aprile 1953, n. 298, le seguenti operazioni:

a) mutui od aperture di credito assistiti da garanzie mobiliari od immobiliari, ovvero, eccezionalmente, da garanzie personali;
b) sovvenzioni e sconti cambiari;
c) sconti e anticipazioni su annualità dovute dallo Stato, dalla Regione, dalle Provincie, dai Comuni, dai Consorzi e da altri Enti pubblici, in base a regolari deleghe;
d) sottoscrizione di titoli obbligazionari all'atto della emissione;
e) riporti e anticipazioni su titoli di Stato, titoli obbligazionari, nonchè sconti di buoni ordinari del Tesoro.

A garanzia delle operazioni di cui alle lettere a) e b), l'Istituto può assumere privilegi su impianti e macchinari a norma del decreto legislativo 1° ottobre 1947, n. 1075, e successive modificazioni.

Salvo la diversa determinazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, la durata massima delle singole operazioni non può superare:

per i mutui, i dieci anni;
per le sovvenzioni e gli sconti cambiari, i cinque anni;
per le aperture di credito, i tre anni.

E' inibito comunque l'esercizio del credito per durata inferiore ad un anno.

L'Istituto può, previa autorizzazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, concorrere alla costituzione di società finanziarie aventi sede nel territorio di cui all'art. 2 e per fine di promuovere lo sviluppo dell'industria nel territorio medesimo, nonchè sottoscrivere eventuali aumenti di capitale delle società medesime.

Le somme da impiegarsi nelle operazioni di che al comma precedente non possono globalmente in alcun momento superare la misura del 10 % del fondo di dotazione e fondo speciale quali risultano ogni anno dal bilancio approvato.

Art. 9.

L'Istituto gode delle agevolazioni di che all'art. 6 della legge 22 giugno 1950, n. 445, e successive modificazioni, all'articolo 28 della legge 22 dicembre 1953, n. 955, e all'art. 6 della legge 16 aprile 1954, n. 135.

Art. 10.

E' vietato all'Istituto di istituire sedi e succursali.

Per le necessità del servizio esso può avvalersi delle aziende di credito partecipanti e di altre aziende di credito.

Art. 11.

Sono organi dell'Istituto:

a) l'Assemblea dei partecipanti;
b) il Consiglio di amministrazione;
c) la Presidenza;
d) il Collegio sindacale;
e) il direttore;
f) il Comitato tecnico consultivo.

Art. 12.

L'Assemblea è costituita dai legali rappresentanti degli enti partecipanti o da loro delegati a norma dei rispettivi statuti, i quali dispongono di un voto per ogni quota del fondo di dotazione di cui risultino titolari quindici giorni prima della data dell'Assemblea. Ogni partecipante può farsi rappresentare nell'Assemblea da un altro partecipante, mediante delega conferita anche per mezzo di lettera.

Le Assemblee sono ordinarie e straordinarie.

Esse sono presiedute dal presidente del Consiglio di amministrazione o da chi lo sostituisce a termini dello statuto.

Funge da segretario il direttore o chi lo sostituisce.

Art. 13.

Spetta all'Assemblea:

a) approvare il bilancio dell'Istituto;

b) approvare il riparto degli utili netti conseguiti, a termini del successivo art. 26;

c) determinare il compenso ai componenti il Consiglio di amministrazione ed il Comitato tecnico consultivo, anche sotto forma di medaglie di presenza, per l'intervento alle rispettive riunioni;

d) determinare la misura del compenso da corrispondere ai sindaci effettivi

e) determinare la misura della diaria giornaliera da corrispondere, oltre al rimborso delle spese di viaggio, ai componenti il Consiglio di amministrazione ed il Comitato tecnico consultivo, nonchè ai sindaci effettivi quando non risiedano nel luogo ove si svolge la riunione dell'organo del quale fanno parte;

f) determinare il numero massimo del personale dell'Istituto ed i requisiti tecnici e professionali per l'assunzione agli impieghi;

g) deliberare sull'aumento del fondo di dotazione dello Istituto, stabilendone le relative modalità;

h) deliberare le modifiche al presente statuto, da approvare successivamente con le modalità di cui all'art. 29;

i) nominare un sindaco effettivo;

l) deliberare su qualunque altro oggetto posto all'ordine del giorno.

Art. 14.

L'Assemblea ordinaria è convocata entro il mese di aprile di ciascun anno per deliberare particolarmente sugli oggetti di cui all'art. 13, lettere a), b), c), d).

Le Assemblee straordinarie sono convocate ogni qual volta il Consiglio di amministrazione lo creda necessario o ne sia stata fatta domanda motivata dal Collegio dei sindaci, ovvero da enti partecipanti che rappresentino almeno un quinto del fondo di dotazione dell'Istituto. Negli ultimi due casi la riunione deve aver luogo entro trenta giorni dalla presentazione della richiesta.

Ciascuna Assemblea è convocata per mezzo di lettera raccomandata da spedire a domicilio dei partecipanti e dei sindaci almeno quindici giorni prima della data fissata per la riunione. La lettera di convocazione deve indicare: la data, l'ora, il luogo fissato per la riunione e l'elenco degli affari da trattare.

Per la validità delle Assemblee ordinarie e straordinarie occorre la presenza di tante quote di partecipazione che rappresentino almeno la metà del fondo di dotazione; per la validità delle relative deliberazioni occorre il voto favorevole della maggioranza delle quote presenti all'Assemblea.

Art. 15.

Il Consiglio di amministrazione si compone:

a) del presidente, nominato ai sensi del successivo art. 19;

b) di dieci consiglieri, di cui quattro nominati dalla Cassa per il Mezzogiorno, tre dalla Regione autonoma della Sardegna, due dal Banco di Sardegna, uno dalla Banca popolare di Sassari: essi durano in carica tre anni e possono essere rieletti.

Fra i membri del Consiglio sono scelti due vice presidenti, di cui uno dalla Cassa per il Mezzogiorno e l'altro dalla Regione tra i consiglieri da esse rispettivamente designati.

Le nomine sono comunicate all'Assemblea annuale.

In caso di cessazione dalla carica per qualsiasi motivo, i membri del Consiglio di amministrazione saranno sostituiti dagli enti che li hanno nominati.

Art. 16.

Il Consiglio di amministrazione è investito del più ampio mandato per tutto quanto non è riservato all'Assemblea.

Sono suoi compiti particolari:

a) nominare i membri del Comitato tecnico consultivo;

b) approvare i regolamenti per disciplinare l'ordinamento e l'attività dell'Istituto;

c) nominare il direttore;

d) su proposta del direttore, nominare il personale di qualunque grado di cui sia indispensabile l'assunzione alle dirette dipendenze dell'Istituto, nei limiti numerici stabiliti dall'Assemblea, fissandone i requisiti e le attribuzioni;

e) su proposta del direttore, determinare i contratti di lavoro del personale dell'Istituto, esclusa l'applicazione di norme eventualmente più favorevoli o limitative stabilite per i dipendenti di enti pubblici in genere;

f) su proposta del direttore, e con il consenso del Banco di Sardegna, deliberare che siano chiamati a prestare servizio presso l'Istituto dipendenti del Banco stesso;

g) delegare mansioni di carattere esecutivo ad istituti partecipanti;

h) determinare i criteri generali per la concessione del credito;

i) fissare i saggi di interesse da applicare sulle operazioni attive ed approvare quelli da corrispondere sulle operazioni passive;

l) deliberare sulle operazioni di credito su relazione scritta che, firmata dal direttore, si allega agli atti del Consiglio insieme con il rapporto del Comitato tecnico consultivo;

m) deliberare sulla cancellazione e sulla riduzione delle ipoteche, nonchè su ogni altra operazione ipotecaria, sulla rinuncia a privilegi, a pegni e ad altre garanzie quando permanga un credito dell'Istituto;

n) deliberare sulla emissione delle obbligazioni e dei buoni fruttiferi, fissandone le modalità, le condizioni ed il saggio di interesse;

o) deliberare sulle transazioni, rinuncie di credito, ecc.;

p) formare i bilanci e le relazioni e quanto altro deve formare oggetto di esame o discussione da parte dell'Assemblea dei partecipanti;

q) deliberare sull'acquisto di immobili per il recupero dei crediti dell'Istituto e sulla rivendita degli immobili stessi;

r) provvedere a tutto quanto occorre per il regolare funzionamento dell'Istituto.

Il Consiglio di amministrazione designa altresì, su proposta del direttore, due funzionari dell'Istituto incaricati di sostituire il direttore stesso in caso di sua assenza o di impedimento.

Art. 17.

Il Consiglio di amministrazione si riunisce ad intervalli non superiori ai due mesi.

La convocazione di esso è effettuata con biglietto di invito contenente l'ordine del giorno, spedito per mezzo di raccomandata postale ai membri del Consiglio ed ai sindaci almeno cinque giorni prima della data fissata per la riunione.

Nei casi di urgenza, la convocazione può essere effettuata anche telegraficamente senza rispetto del termine di tempo stabilito nel comma che precede, indicando per sommi capi la materia posta all'ordine del giorno

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza della maggioranza dei membri componenti.

Le votazioni su questioni relative a persone sono effettuate a scrutinio segreto.

Le deliberazioni sono adottate a maggioranza assoluta dei presenti. In caso di parità, nelle votazioni palesi prevale il voto del presidente, nelle votazioni segrete, la proposta si intende respinta.

Funge da segretario il direttore o chi lo sostituisce.

Art. 18.

All'infuori dei membri dei Consigli di amministrazione e dei direttori generali degli enti partecipanti, non possono far parte del Consiglio di amministrazione dell'Istituto altre persone dipendenti dagli enti medesimi.

A dipendenti dello Stato e della Regione possono essere affidate le funzioni di sindaco.

Non possono far parte contemporaneamente del Consiglio stesso persone che siano fra loro parenti od affini fino al terzo grado incluso, nonchè quelle che siano parenti ed affini fino al terzo grado incluso, dei sindaci, del direttore o dei dipendenti dell'Istituto.

E' incompatibile la carica di presidente e di consigliere di amministrazione dell'Istituto con quella di Senatore o Deputato al Parlamento nazionale e di Consigliere regionale.

Art. 19.

Il presidente è nominato con decreto del Ministro per il tesoro, sentiti il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, il Presidente del Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno e d'intesa con il Presidente della Regione autonoma della Sardegna.

Il presidente dura in carica tre anni e può essere confermato

Il presidente rappresenta l'Istituto di fronte ai terzi ed in giudizio.

Egli convoca e presiede l'Assemblea dei partecipanti e il Consiglio di amministrazione; firma i verbali delle adunanze e vigila sulla esecuzione delle deliberazioni adottate.

Il presidente decide sulle liti da promuovere o da sostenersi e rilascia le relative procure.

Il presidente può adottare, in via d'urgenza, i provvedimenti necessari per il normale funzionamento amministrativo dell'Istituto, salvo a riferirne alla successiva riunione del Consiglio di amministrazione.

Consente la cancellazione delle ipoteche, le surrogazioni da farsi a favore di terzi, le cancellazioni delle trascrizioni dei pignoramenti eseguiti ad istanza dell'Istituto e la restituzione di pegni o di altre garanzie sempre che il credito dell'Istituto risulti regolarmente estinto.

Art. 20.

In caso di assenza o di impedimento del presidente, lo sostituisce il vice presidente più anziano in carica e, a parità, il più anziano di età.

La firma dell'Istituto per gli atti di cui all'art. 16, lettere *l*), *m*), *n*), *o*), *q*), compete congiuntamente al presidente e al direttore, o a coloro che li sostituiscono a termini del vigente statuto.

Ogni altro atto è firmato dal direttore congiuntamente con uno dei due funzionari designati dal Consiglio di amministrazione.

A fronte ai terzi ed in particolare ai conservatori dei registri immobiliari, all'Amministrazione del debito pubblico ed a tutti gli uffici pubblici, la firma di uno dei vice presidenti costituisce la prove legale dell'assenza o dell'impedimento del presidente; la firma di uno dei funzionari che sostituisce il direttore costituisce la prova legale dell'assenza o dell'impedimento del direttore.

Gli enti partecipanti possono essere, di volta in volta, delegati a compiere atti in nome e per conto dell'Istituto, con lettera firmata dai legali rappresentanti dell'Istituto stesso ai sensi del secondo comma del presente articolo.

Art. 21.

Il Collegio dei sindaci è composto di cinque membri effettivi e di tre supplenti nominati: un sindaco effettivo, il quale assume la carica di presidente, e uno supplente dal Ministro per il Tesoro; un sindaco effettivo dal Ministro per l'industria ed il commercio; un sindaco effettivo ed uno supplente dalla Cassa per il Mezzogiorno; un sindaco effettivo ed uno supplente dalla Regione; un sindaco effettivo dall'Assemblea dell'Istituto.

Il Collegio esercita le funzioni previste dal Codice civile.

I sindaci debbono intervenire alle adunanze del Consiglio di amministrazione. Durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Art. 22.

All'Istituto è preposto un direttore nominato ai sensi dell'art. 16, lettera *c*), il quale interviene con voto consultivo alle adunanze del Consiglio di amministrazione. Il direttore ha alle sue dipendenze tutto il personale dell'Istituto, ordina e coordina il lavoro e particolarmente assolve i seguenti compiti:

a) provvede, sotto la vigilanza del presidente, alla esecuzione delle deliberazioni dell'Assemblea dei partecipanti e del Consiglio di amministrazione, nonchè alla esecuzione delle disposizioni impartitegli dal presidente medesimo;

b) riferisce al Consiglio di amministrazione su tutti gli affari per i quali il detto organo è chiamato a deliberare o a discutere;

c) convoca e presiede il Comitato tecnico consultivo e ne firma la relazione;

d) dispone e disciplina i servizi, gli accertamenti, i controlli e le ispezioni occorrenti;

e) dà pareri e formula proposte su tutti i provvedimenti relativi al personale, i quali sono iscritti all'ordine del giorno del Consiglio di amministrazione solo su richiesta del direttore;

f) autorizza le spese di amministrazione di carattere ordinario;

g) predispone il bilancio di ogni esercizio non oltre il terzo mese che segue la chiusura di esso e lo accompagna al Consiglio con una relazione illustrativa.

Il direttore dovrà essere scelto tra persone che abbiano svolto per almeno cinque anni alte funzioni direttive presso Istituti od Aziende di credito.

Art. 23.

Con la qualità di funzionario o impiegato dell'Istituto è incompatibile qualsiasi impiego privato o pubblico e l'esercizio di qualunque professione o commercio o industria.

I funzionari ed impiegati non possono ricoprire cariche di consiglieri di amministrazione e di liquidatori di società ed enti di qualsiasi natura, anche se finanziati dall'Istituto. Quando dal Consiglio di amministrazione siano autorizzati a coprire cariche di sindaco, gli emolumenti percepiti debbono essere riversati all'Istituto.

Art. 24.

Il Comitato tecnico consultivo è presieduto dal direttore dell'Istituto, o da chi lo sostituisce a' termini del vigente statuto ed è composto da tre a cinque membri nominati, per un biennio, dal Consiglio di amministrazione, scelti fra persone particolarmente esperte in materia industriale.

Il Comitato dà parere sulle domande di finanziamento da sottoporsi al Consiglio di amministrazione dell'Istituto, compilando apposito rapporto.

Al Comitato stesso può essere richiesto il parere consultivo su altre questioni che interessano l'attività dell'Istituto.

Il Comitato tecnico consultivo si riunisce normalmente una volta al mese.

Art. 25.

L'esercizio finanziario coincide con l'anno solare.

Il primo esercizio si chiude al 31 dicembre 1955.

Il bilancio è approvato dall'Assemblea in adunanza ordinaria entro il mese di aprile.

Art. 26.

Dagli utili netti dell'Istituto è prelevata la somma necessaria per essere distribuita ai partecipanti al fondo di dotazione in misura percentuale non superiore a quella che verrà determinata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, nonchè una somma da attribuire ad un fondo a disposizione del Consiglio di amministrazione per premi e borse di studio.

L'eccedenza viene attribuita al fondo speciale di cui al precedente art. 4.

Allo stesso fondo speciale sono addebitate le perdite emergenti dal conto economico dell'Istituto, previa autorizzazione del Ministero del tesoro.

Art. 27.

L'Istituto è sottoposto alle disposizioni del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e disposizioni successive integrative e modificative, nonchè del decreto legislativo 23 agosto 1946, n. 370, anche per quanto concerne l'esercizio delle funzioni di vigilanza.

Per l'amministrazione straordinaria e la liquidazione dell'Istituto valgono le disposizioni del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni e integrazioni.

Art. 28.

In caso di liquidazione dell'Istituto, l'eventuale residuo del fondo speciale di che all'art. 4 sarà attribuito pro-quota agli enti conferenti mentre la rimanenza del fondo di dotazione sarà ripartito pro-quota tra i partecipanti.

Art. 29.

Le modificazioni del presente statuto saranno approvate con decreto del Ministro per il tesoro, sentiti il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, il presidente del Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno nonchè d'intesa con il Presidente della Regione autonoma della Sardegna.

Art. 30.

(*Disposizioni transitorie*)

In applicazione del disposto dell'art. 14, secondo comma, della legge 11 aprile 1953, n. 298, l'Istituto potrà essere autorizzato, con delibera del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, sentito il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, a compiere, entro un massimale complessivo pari all'ammontare delle operazioni in essere al momento in cui avviene il trapasso dalla Sezione di credito industriale del Banco di Sardegna al C.I.S. e fino a quando non verrà applicata, nei confronti delle Sezioni di credito industriale del Banco di Napoli e del Banco di Sicilia, la norma di che all'art. 12,

quarto comma, della predetta legge n. 298, operazioni creditizie con le modalità previste dalle varie leggi sull'industrializzazione del Mezzogiorno (decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1598; decreto legislativo 5 marzo 1948, n. 121; legge 29 dicembre 1948, n. 1482; legge 9 maggio 1950, n. 261; legge 30 giugno 1952, n. 763), intendendosi che siffatta facoltà sarà man mano e proporzionalmente ridotta correlativamente alle disposizioni che nei riguardi dell'Isveimer e dell'Irfis saranno stabilite in base al predetto art. 12 per l'afflusso ai detti Istituti dei fondi delle Sezioni di credito industriale del Banco di Napoli e del Banco di Sicilia.

Visto, *il Ministro per il tesoro*
GAVA

(2129)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1955.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della collina detta del Cardinale, sita nell'ambito del comune di Fagagna.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Udine per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 17 marzo 1953 includeva nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la collina detta del Cardinale, sita nell'ambito del comune di Fagagna;

Considerato che l'elenco di tali immobili è stato pubblicato ai sensi del citato art. 2 della legge sulle bellezze naturali, per un periodo di tre mesi all'albo del comune di Fagagna senza che sia stata prodotta alcuna opposizione;

Riconosciuto che la collina predetta, oltre a costituire un quadro naturale di singolare bellezza paesistica, offre dei punti di vista accessibili pubblico dai quali si può godere il panorama delle Prealpi Carniche e quello della pianura friulana;

Decreta:

La collina detta del Cardinale, sita nel territorio del comune di Fagagna, comprendente gli immobili segnati in catasto ai fogli numeri 15, 20, 48 mappali numeri 3065 *a*, *b* - 3067 - 3066 *a*, *b* - 3068 - 3069 - 3062 - 2966 - 2965 - 2963 - 3013 *a*, *b*, *c* - 3097 - 2959 - 6724 - 6722 - 2960 - 3665 - 6723 - 2958 - 2957 - 3664 *a*, *b*, *c*, *d*, *e* - 6778 - 3666 - 3667 - 3668 - 3669 - 3670 - 6779 - 7591 - 350 - 351 - 3672 - 3673 - 3674 - 3675 *a*, *b* - 3676 *a*, *b* - 116 - 117 - 9 - 11 - 7614 - 2 - 3 - 56 - 57 - 5 - 6 - 8 *a*, *b* - 7619 *a*, *b* - 10 *a*, *b* - 349 - 356 - 2956 - 357 - 358 - 376 - 352 - 359 - 3183 - 6732 - 3185 - 362 - 361 *a*, *b*, *c* - 367 - 368 - 370 - 3137 - 3136 - 3135 - 7271 - 3138 - 3139 - 3128 - 3126 - 3125 - 3123 - 3140 - 3144 - 3142 - 3143 - 3145 - 256 - 3122 - 3121 - 3120 - 3146 - 3119 - 3114 - 3118 - 3112 - 3111 - 3110 - 3115 *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, *g*, *h* - 3078 - 3079 - 3080 - 3076 - 3082 - 3083 - 3084 - 3075 - 3073 - 3074 - 3070 - 3085 - 3086 - 3092 - 3090 - 3091 - 3088 *c*, *d* - 3093 - 3095 - 3040 - 3103 - 3104 - 3002 - 3014 - 3032 - 3025 - 3028 - 3107½, 3108, 3107 *a*, *b* - 3093 *a*, *b* - 3105 *a*, *b* - 3100 - 3106 *a*, *b* - 3101 *a*, *b* - 3099, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Udine.

La Soprintendenza ai monumenti e gallerie di Udine curerà che il comune di Fagagna provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 20 aprile 1955

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Udine

Stralcio del verbale della 15ª seduta della Commissione, tenuta il giorno 17 *marzo* 1953. *La seduta si tiene presso la sede della Soprintendenza ai monumenti e gallerie di Udine, in via Palladio n.* 8, *alle ore* 16, *con il seguente ordine del giorno*:

(*Omissis*).

2) FAGAGNA - Collina detta del Cardinale. Esame e delibera per la proposta di vincolo.

(*Omissis*).

Il presidente, constatato il numero legale dei membri presenti, dichiara aperta la seduta.

(*Omissis*).

2) FAGAGNA - Collina detta del Cardinale. Esame e delibera per la proposta di vincolo.

Il vice presidente rileva come la collina rivesta il duplice aspetto di bellezza naturale e di bellezza panoramica. Il primo in quanto essa si erge sulla pianura (ed è parte di quell'anfiteatro morenico che va estendendosi verso nord) culminando con un profilo alberato di caratteristici cipressi; il secondo in quanto dalla sommità di essa si gode il panorama delle Prealpi Carniche da una parte e della pianura friulana dall'altra. Quanto è espresso dal vice presidente, è pienamente condiviso dai membri della Commissione e dal sindaco di Fagagna — presente alla seduta — il quale è favorevole per il vincolo, e propone anzi che lo stesso venga esteso ad una zona più ampia, che vada dall'inizio del declivio ad est sino all'altro ad ovest.

Il presidente riassume quanto è stato esposto e propone alla Commissione di esprimere il parere in merito. La Commissione, i cui membri conoscono bene la località, riconosciuto che questa è una tra le maggiori della Provincia per bellezza naturale e panoramica, all'unanimità delibera di proporre al superiore Ministero, ai sensi del n. 4, art. 1 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, il vincolo della cosiddetta collina del Cardinale e adiacenze, sita in territorio del comune di Fagagna, comprendente le sottosegnate particelle catastali:

fogli numeri 15, 20, 48 mappali n. 3065 *a*, *b* - 3067 - 3066 *a*, *b* - 3068 - 3069 - 3062 - 2966 - 2965 - 2963 - 3013 *a*, *b*, *c*, - 3097 - 2959 - 6724 - 6722 - 2960 - 3665 - 6723 - 2958 - 2957 - 3664 *a*, *b*, *c*, *d*, *e* - 6778 - 3666 - 3667 - 3668 - 3669 - 3670 - 6779 - 7591 - 350 - 351 - 3672 - 3673 - 3674 - 3675 *a*, *b* - 3676 *a*, *b*, - 116 - 117 - 9 - 11 - 7614 - 2 - 3 - 56 - 57 - 5 - 6 - 8 *a*, *b* - 7619 *a*, *b* - 10 *a*, *b* - 349 - 356 - 2956 - 357 - 358 - 376 - 352 - 359 - 3183 - 6732 - 3185 - 362 - 361 *a*, *b*, *c* - 367 - 368 - 370 - 3137 - 3136 - 3135 - 7271 - 3138 - 3139 - 3128 - 3126 - 3125 - 3123 - 3140 - 3144 - 3142 - 3143 - 3145 - 256 - 3122 - 3121 - 3120 - 3146 - 3119 - 3114 - 3118 - 3112 - 3111 - 3110 - 3115 *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, *g*, *h* - 3078 - 3079 - 3080 - 3076 - 3082 - 3083 - 3084 - 3075 - 3073 - 3074 - 3070 - 3085 - 3086 - 3092 - 3090 - 3091 - 3088 *c*, *d* - 3093 - 3095 - 3040 - 3103 - 3104 - 3102 - 3014 - 3032 - 3025 - 3028 - 3107½ - 3108 - 3107 *a*, *b* - 3093 *a*, *b* - 3105 *a*, *b* - 3100 - 3106 *a*, *b* - 3101 *a*, *b* - 3099.

(*Omissis*).

(2230)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione sanitaria allo smercio in bottiglie dell'acqua minerale denominata « Castello »

Con decreto n. 618 del 20 aprile 1955, il sig. rag. Albino Berardi residente nel comune di Prevalle (Brescia), è autorizzato a smerciare in bottiglie l'acqua medio-minerale bicarbonato alcalina terrosa denominata « Castello » che sgorga nel territorio del comune di Vallio (Brescia).

L'acqua minerale sarà venduta in bottiglie tipo bordolese da mezzo litro, un litro e due litri, con chiusura tornita che la garantisce da qualsiasi manomissione.

Le etichette saranno di formato rettangolare e delle dimensioni di cm. 22 x 12 e cm. 19 x 9, divise in tre riquadri da una cornice color verde.

Nel riquadro centrale vi è la scritta in caratteri bleu-scuro « Acqua minerale bicarbonato alcalina - Castello-Vallio (Brescia) - Ottima per la salute del fegato dei reni e dell'apparato digerente »; inferiormente è riprodotta la figura di un uomo che si abbevera ad una sorgente.

Nel riquadro di sinistra sono riportati i dati dell'analisi chimica, eseguita dal prof. Giuseppe Bragagnolo in data 1° giugno 1953, ed i risultati dell'analisi batteriologica eseguita dal prof. Luigi Checcacci direttore dell'Istituto di igiene dell'Università di Pavia; sotto vi è la frase: « Addizionata di acido carbonico ».

Nel riquadro di destra sono riportati i giudizi clinici del prof. Marcello Cardinali e del prof. Pietro Mascherpa, nonchè le caratteristiche terapeutiche e le modalità di uso.

Sul margine inferiore dell'etichetta sono segnati il numero e la data del presente decreto.

Il sistema di chiusura delle bottiglie verrà eseguito con tappi a corona in maniera da garantire una perfetta ed ermetica chiusura, che impedisca alterazioni o sofisticazioni dell'acqua minerale.

L'imbottigliamento sarà fatto nello stabilimento da costruirsi in vicinanza della sorgente, secondo i progetti allegati alla domanda, entro un anno dalla data di notifica del decreto di autorizzazione.

(2187)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 16 aprile 1955 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Josè Sette Camara Filho, Console del Brasile a Firenze, con giurisdizione sull'Emilia, Romagna, Marche e Toscana.

(2171)

In data 16 aprile 1955 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. José Augusto Ribeiro, Console aggiunto del Brasile a Genova, con giurisdizione sulle regioni della Liguria, Piemonte e Valle d'Aosta.

(2174)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Istituzione di servizio fonotelegrafico

Il giorno 1° marzo 1954, è stato attivato il servizio fonotelegrafico nell'Agenzia postale Capodacqua di Foligno, in collegamento con l'ufficio telegrafico di Foligno, mediante il circuito 6305 (seimilatrecentocinque).

(2200)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Ostiglia

Con decreto Ministeriale 29 aprile 1955, n. 843, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Ostiglia, approvato con decreto Ministeriale 2 dicembre 1950, è prorogato sino al 31 dicembre 1956.

(2299)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 101

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 4 maggio 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,85	632,75	145,76
» Firenze	624,82	634 —	145,70
» Genova	624,75	632,75	145,75
» Milano	624,78	632 —	145,75
» Napoli	624,85	631,50	145,70
» Palermo	624,80	632,12	145,76
» Roma	624,77	632,50	145,76
» Torino	624,85	631,50	145,70
» Trieste	624,80	—	145,70
» Venezia	624,89	631,50	145,77

Media dei titoli del 4 maggio 1955

Rendita 3,50 % 1906	62,375
Id. 3,50 % 1902	60,40
Id. 5 % 1935	93,30
Redimibile 3,50 % 1934	81,45
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,25
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,375
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	84,625
Id. 5 % 1936	92,75
Id. 5 % (Città di Trieste)	84,675
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,35
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,90
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,75
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,725
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,775

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 4 maggio 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,77
1 dollaro canadese	»	632,25
1 franco svizzero	»	145,75

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . . Lit. 1749,37

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania	»	148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3a *pubblicazione*). Elenco n. 19.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Pr. Ric. 5 % Serie 57a	2820	5.000 —	Paragliola *Giuseppe* di Salvatore, dom. in Giugliano (Napoli).	Paragliola *Giuseppa* di Salvatore, *nubile*, dom. in Giugliano (Napoli).
Cons. 3,50 % (1906)	670294	437,50	Peira Catterina fu Giuseppe, minore sotto la tutela di Fracchia Cesare Augusto fu Agostino, dom. a Mondovì (Cuneo). L'usufrutto vitalizio spetta senza fede di vita ad Avagnina *Antonia* fu Andrea vedova Peira Giovanni, dom. a Mondovì.	Peira Catterina fu Giuseppe, minore sotto la tutela di Fracchia Cesare Augusto fu Agostino, dom. a Mondovì (Cuneo). L'usufrutto vitalizio spetta senza fede di vita ad Avagnina *Antonina* fu Andrea vedova Peira Giovanni, dom. a Mondovì.
Id.	670296	437,50	Peira Maria fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.	Peira Maria fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.
Id.	670297	437,50	Peira Giuseppe fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.	Peira Giuseppe fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	57766	1.032,50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	164079	280 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	57765	1.032,50	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc., come sopra.
Id.	164078	280 —	Peira *Caterina* fu Giuseppe, nubile, dom. a Mondovì, con usufrutto come sopra.	Peira *Catterina* fu Giuseppe, nubile, dom. a Mondovì, con usufrutto come sopra.
Cons. 3,50 % (1906)	145953	189 —	Acquarone *Matilde* di Giuseppe moglie di Gio Battista Berlingieri, dom. in Savona, ipotecato.	Acquarone *Stefanina Maddalena Matilde* di Giuseppe moglie di Gio-Battista, ecc., come contro.
Id.	172108	70 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	178860	700 —	Di Febio *Carmela* fu Giovanni moglie di Bochicchio Canio fu Paolo, dom. in Forenza (Potenza), vincolata per dote.	Di Febio *Maria Carmela* fu Giovanni, ecc., come contro.
Cons. 3,50 % (1906)	605153	140 —	Di Febio *Carmela* fu Giovanni, ecc., come sopra.	Come sopra.
Id.	605154	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	605155	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	605156	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	605157	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	639855	70 —	Come sopra.	Come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

(1721) Roma, addì 29 marzo 1955

Il direttore generale: DI CRISTINA

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

La dottoressa Santa Giovanna Caretto di Carlo, nata a Squinzano (Lecce) il 4 giugno 1924, ha dichiarato di avere smarrito il proprio certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di farmacista, rilasciatole dalla Università di Bari in data 12 gennaio 1950.

Se ne dà notizia ai sensi del combinato disposto degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bari.

(2274)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 16 febbraio 1955, sono state determinate le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle Ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna Ditta indicati.

A seguito dell'ordinanza, prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente avviso, una quota delle predette indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha	Decreto Presidenziale di espropriazione				Decreto Presidenziale liquidazione indennità				Ammontare indennità
				N.	Data	Gazzetta Ufficiale		Data	Registrazione alla Corte dei conti			
						N.	Data		Data	Reg. Agricoltura		
										N.	Foglio	Lire
	Ente Maremma e Fucino											
1	CERVINI Tommaso fu Alessandro	Castiglione d'Orcia	423.65.25	2740	29-11-52	7 s. o. 7	10- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	122	18.966.345 —
2	GHEZZI Gino fu Giuseppe	Magliano in Toscana	225.79.58	3643	18-12-52	15 s. o. 1	20- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	123	18.810.082 —
3	PAZZAGLI Paolo, Tommaso, Dante, Guglielmo, Antonio e Ferdinando fu Valentino-Orlando	Castiglione della Pescaia	23.07.72	1432	6- 9-52	265 s. o.	15-11-52	16- 2-55	29- 3-55	6	124	2.869.041 —
4	RICCI BUSATTI Alberto fu Arturo	Pitigliano	342.67.29	1948	26-10-52	287 s. o.	11-12-52	16- 2-55	29- 3-55	6	125	18.717.037 —
5	SCATTORELLI Tommaso fu Vincenzo, FRERA Fausta fu Francesco e VERTOVA Alberto fu Giovanni	Massa Marittima	43.42.73	4050	28-12-52	18 s. o. 2	23- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	126	3.955.097 —
6	VIVARELLI COLONNA Francesco fu Antonio	Magliano in Toscana	60.55.30	4403	28-12-52	19 s. o. 9	24- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	127	1.389.310 —
7	VIVARELLI COLONNA Francesco fu Antonio	Scansano	149.45.80	4405	28-12-52	19 s. o. 9	24- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	128	11.437.896 —
	Ente Delta Padano											
				3195	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53					
				3196	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53					
8	SOCIETA' ANONIMA IMMOBILIARE « LODIGIANA », con sede in Genova	Argenta Codigoro Ostellato	1.100.39.54	3197	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	109	163.191.031,45
				3198	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53					
				3201	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53					
9	SOCIETA' ANONIMA « LE GALLARE », con sede in Genova	Massa Fiscaglia	1.064.27.01	4326	28-12-52	19 s. o. 7	24- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	108	110.627.256,05
10	RAVAGNAN Paolo fu Giuseppe	Contarina	54.96.45	3185	18-12-52	13 s. o. 2	17- 1-53	16- 2-55	29- 3-55	6	107	5.336.302,25

Roma, addì 15 aprile 1955

Visto, p. *Il Ministro*: COBIANCHI

(2044)

CONCORSI ED ESAMI

PREFETTURA DI ROVIGO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Rovigo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROVIGO

Visto il proprio precedente decreto n. 2011-3ª San. dell'11 aprile 1953, con cui fu bandito il concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1953;

Visti i verbali delle riunioni tenute dalla Commissione giudicatrice per l'espletamento di detto concorso, nominata con decreti n. 340.3/8617 e n. 340.3/12719, rispettivamente del 27 settembre 1954 e del 23 novembre 1954 dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e disposizioni successive;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1952:

N.	Candidato	Punti
1.	Zaballi Eugenio	punti 52,886
2.	Pezzella Raffaele	» 52,444
3.	Scappini Manlio	» 51,941
4.	Bulgarelli Alessandro	» 50,979
5.	Biondani Gabriele	» 50,096
6.	Clemente Nicola	» 48,500
7.	Berretta Felice	» 48,416
8.	Tria Giuseppe	» 48,076
9.	Meduri Flavio	» 47,766
10.	Sartori Ugo	» 47,702
11.	Tibaldi Tonino	» 47,647
12.	Bacchilega Cecchino	» 47,534
13.	Moneghini Achille	» 47,500
14.	Bellotto Carmido	» 47,277
15.	Santini Alimo Eugenio	» 47,258
16.	Facchin Mario	» 47,211
17.	Praloran Francesco	» 46,499
18.	Ugolini Guerrino	» 46,203
19	Virgili Virgilio	» 45,992
20.	Nalin Luigi Antonio	» 45,937
21.	Tosatti Advenego	» 44,850
22.	Ciola Gualtiero	» 44,718
23.	Mattoni Roberto	» 44,381
24.	Panciroli Giancarlo	» 44,160
25.	Rustichelli Renzo	» 44,033
26.	Cantoni Giuseppe	» 44,018
27.	Andres Andrea	» 43,731
28.	Merchiori Luca	» 43,656
29.	Zanirato Antonio	» 43,527
30.	Poli Candido	» 43,513
31.	Martelli Antonio	» 43,447
32.	Gatti Mario	» 43,332
33.	Rimondi Cesare	» 43,109
34.	Piccottin Giuseppe	» 42,875
35.	Porzio Emilio	» 42,855
36.	Donada Realdo	» 42,845
37.	Mantica Eligio	» 42,541
38.	Marzona Mario	» 42,509
39.	Gerola Egidio	» 42,500
40.	Pozzer Antonio	» 42,438
41.	Copaloni Ugo	» 42,432
42.	Zanetello Gio Batta	punti 42,000
43.	Ottaviani Ugo	» 41,727
44.	Bressan Antonio	» 41,621
45.	Rossi Luigi	» 41,452
46.	Angeli Aldo	» 41,366
47.	Faccani Giorgio	» 41,343
48.	Ruffo Bruno	» 41,239
49.	Pellegrini Egidio	» 41,172
50.	Scanzi Giovanni	» 41,000
51.	Borgnolo Carlo	» 40,759
52.	Bariani Talvino	» 40,585
53.	Caruso Riccardo Lombardi	» 40,500
54.	Bruno Tito Livio	» 40,449
55.	Signorelli Silvio	» 40,395
56.	Cavagna Arrigo	» 40,098
57.	Soliman Antonio	» 39,997
58.	Davì Giovanni	» 39,860
59.	Fante Giandomenico	» 39,395
60.	Toblini Michele	» 39,355
61.	Figna Onorio	» 39,175
62.	Chiorboli Angelo	» 39,000
63.	Padovani Ubaldo	» 38,885
64.	Urbinati Alberto	» 38,563
65.	Gobbato Alberto	» 38,437
66.	Bruni Bruno	» 38,436
67.	Consolini Narduccio	» 38,342
68.	Passarella Ottavio Carlo	» 37,231
69.	Rossi Umberto	» 37,204
70.	Garlanda Tarcisio	» 37,104
71.	Focacci Carlo	» 36,875
72.	Chiorboli Ginesio	» 36,500
73.	Caden Damiano	» 36,315
74.	Bacca Camillo	» 36,079
75.	Rozzi Luciano	» 35,906
76.	Mascagni Marziano	» 35,875
77.	Spadavecchia Nicola	» 35,851
78.	Arduin Camillo	» 35,403

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni, nell'albo pretorio della Prefettura, dei Comuni e dei Consorzi interessati.

Rovigo, addì 4 aprile 1955

Il prefetto: SABINO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROVIGO

Visto il decreto prefettizio n. 8747-3ª San. del 4 aprile 1955, con il quale è stata approvata la graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Rovigo al 30 novembre 1952;

Viste le preferenze espresse dai candidati nella domanda di ammissione al concorso stesso;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoelencati candidati sono dichiarati vincitori per le sedi a fianco di ciascuno segnate:

1) Zaballi dott. Eugenio: Badia Polesine;
2) Pezzella dott. Raffaele: Castelmassa-Castelnovo Bariano;
3) Scappini Dott. Manlio: Calto-Ceneselli;
4) Bulgarelli dott. Alessandro: Adria-Pettorazza;
5) Biondani dott. Gabriele: Ariano nel Polesine;
6) Clemente dott. Nicola: Occhiobello-Stienta.

Rovigo, addì 4 aprile 1955

Il prefetto: SABINO

(2222)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.